

I A C E

**Lecture Géopolitique et Diplomatique
de la situation internationale
et son impact sur la Tunisie**

POLICY BRIEF

Lecture Géopolitique et Diplomatie de la situation internationale et son impact sur la Tunisie

I- Analyse des dynamiques géopolitiques contemporaines et de leurs implications pour la paix mondiale

L'ordre mondial mis en place au sortir de la seconde guerre mondiale, connaît de grandes difficultés et se fissure chaque jour davantage. L'équilibre de la période de la guerre froide s'est brisé depuis le démantèlement de l'URSS et les politiques de plus en plus agressives suivies par les grandes puissances, notamment les USA, et les règles et principes du droit international sont violés quasiment au quotidien par ceux-là mêmes qui les avaient mis en place. Le rôle des Nations Unies est ignoré et ouvertement outrepassé comme dans les guerres d'Irak, de 2003, de Syrie, de Bosnie et d'Iran, toutes menées sans mandat du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et le blocage délibéré des organisations internationales par le retrait unilatéral (OMS et UNESCO) ou le refus de suivre les procédures requises par les règles de gouvernance (OMC)¹.

Depuis le début de la décennie 2010, le système international est entré dans une phase de recomposition profonde marquée par la transition d'un ordre mondial dominé par les puissances occidentales vers un modèle multipolaire plus fragmenté avec l'émergence de nouvelles puissances régionales comme la Turquie, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud qui se positionnent de plus en plus ouvertement comme des acteurs sur des questions internationales jadis le pré-carré exclusif des grandes puissances.

Dans son discours le 27 Août 2019, lors de la conférence annuelle des Ambassadeurs de France, le Président Macron a reconnu « *la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde* » et de relever « *l'émergence de nouvelles puissances dont nous avons longtemps sous-estimé l'impact* ».

L'émergence et la consolidation de nouveaux pôles d'influence, notamment la Chine, ou encore les pays membres élargis des BRICS+, redéfinissent les rapports de force traditionnels. Mais cette transformation s'accompagne d'une intensification des rivalités entre grandes puissances, d'une multiplication des foyers de tension régionaux et d'une érosion du multilatéralisme, autant de facteurs qui fragilisent la paix et la sécurité internationales.

La Chine, par exemple, affirme sa puissance économique et militaire dans l'Indopacifique à travers une stratégie de contrôle maritime et d'expansion technologique, suscitant une réaction d'endiguement de la part des États-Unis et de leurs alliés. Ce bras de fer sino-américain, qui s'étend des infrastructures numériques aux routes commerciales, alimente un climat de compétition systémique où les domaines économique, technologique et sécuritaire se confondent. Cette confrontation n'est plus limitée à une simple question d'accès aux marchés ou aux matières premières mais prend aujourd'hui une dimension quasi-existentielle amplifiée par la politique américaine du Président Trump, résumée par le slogan « America First » que

¹ Les Etats Unis refusent toujours de nommer les trois juges qui doivent siéger au conseil de règlement des litiges bloquant ainsi toute décision sur les plaintes déposées par la Chine depuis 2017 contre les tarifs douaniers imposés par l'Administration Trump durant son premier mandat.

plusieurs lisent plutôt comme « America Only » et l'ambition affichée de la Chine de devenir d'abord la première puissance économique en 2030 et ensuite la Première puissance en 2049.

Parallèlement, les conflits régionaux s'intensifient ou s'enracinent dans la durée. En Europe de l'Est, la guerre en Ukraine illustre la résurgence des logiques de confrontation entre puissances, pour le moment de manière indirecte et dans des champs de bataille tiers. Au Moyen-Orient, les agressions répétées d'Israël contre ses voisins et sa guerre génocidaire à Gaza, ainsi que la multiplication d'affrontements impliquant des acteurs non étatiques, menacent de provoquer une déstabilisation régionale durable. En Afrique de l'Ouest, la progression des coups d'État militaires, combinée à l'expansion du terrorisme sahélien, remet en question la stabilité politique du continent africain et les mécanismes de coopération régionale. Cette instabilité crée un terrain propice à la poursuite de la confrontation indirecte entre grandes puissances notamment les Etats Unis, la Chine et la Russie et ouvre une nouvelle ligne de front, une crête tectonique dont le moindre mouvement est suivi de grandes conséquences, locales, régionales et même internationales, voire globales.

Les règles qui régissaient les rapports entre Etats qui étaient fondées sur la recherche de la paix par la coopération dans les années 60 et 70, et ensuite par le commerce dans les années 80 et 90 avec le concept économique de la globalisation, changent aujourd'hui de fondement par l'introduction du concept de « la paix par la Force », cher au Président Trump qui n'a pas hésité à le déclarer ouvertement pour les conflits en Ukraine et en Palestine. C'est un changement très significatif qui dénote d'une nouvelle approche fondée sur la force et la coercition dans les relations internationales et semble constituer la nouvelle norme pour le règlement des problèmes : la Russie attaque l'Ukraine, Israël agresse le Liban, la Syrie et l'Iran (sans parler du génocide perpétré à Gaza) et la Turquie opère militairement en Syrie et en Libye. De son côté, la Chine menace Taiwan et veut dominer les voies maritimes de la région créant ainsi des tensions avec des pays comme les philippines alors que Washington veut « prendre » le Groenland, le Canal de Panama et même Gaza dans un esprit et une attitude digne de l'époque colonialiste, et a imposé à l'Ukraine un accord qui lui donne la moitié des richesses naturelles du pays. Le changement d'appellation du Ministère américain de la Défense (le Pentagone) en « ministère de la Guerre » est une manifestation hautement symbolique mais profondément indicative du nouvel esprit qui guide la politique extérieure des Etats Unis.

Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte global marqué également par des menaces transversales non militaires. Le changement climatique, la raréfaction des ressources naturelles, la pression migratoire et les crises alimentaires amplifient les tensions existantes et accentuent la vulnérabilité des États fragiles. La compétition pour l'accès aux ressources stratégiques, comme les terres rares ou l'eau, devient un enjeu géopolitique majeur, notamment en Asie centrale² et en Afrique australe. À cela s'ajoute la montée des cybermenaces et de la désinformation, qui affaiblissent la cohésion interne des sociétés et compliquent la gouvernance démocratique.

Dans ce contexte, les institutions multilatérales apparaissent de plus en plus impuissantes à prévenir ou résoudre les crises. Le multilatéralisme ne peut réussir et se renforcer que si les grandes puissances s'y soumettent et acceptent le concept de l'égalité entre états et fonctionnent dans un esprit de coopération et non de compétition et dans lequel l'équilibre des forces cède la place au bénéfice partagé.

² En Asie centrale, la pénurie d'eau menace. La soif inextinguible des humains, associée au réchauffement climatique, a radicalement changé l'environnement et fragilisé la paix. (National Geographic du 03 Juin 2024)

L'ONU, affaiblie par les blocages au Conseil de sécurité, peine à maintenir une légitimité universelle, tandis que des alliances plus restreintes (telles que l'OTAN, l'ASEAN ou l'Union africaine et les BRICS) se recentrent sur des logiques de protection d'intérêts régionaux plutôt que sur une vision globale de la paix. Ce recul du multilatéralisme accentue la tendance à la fragmentation du système international, où chaque puissance cherche à redéfinir ses sphères d'influence au détriment de la stabilité collective.

En somme, la combinaison de ces dynamiques, rivalités entre grandes puissances, multiplication des conflits locaux, fragilité institutionnelle et menaces globales émergentes, fait peser un risque accru sur la sécurité mondiale. La paix internationale dépendra de la capacité des États à réinventer des mécanismes de coopération adaptés à ce nouvel ordre multipolaire, capables de concilier intérêts nationaux et impératifs planétaires tels que la sécurité climatique, alimentaire et numérique.

Dans ce contexte mondial fluide et incertain, les pays en développement, dont les moyens et les capacités sont plutôt limités, ne peuvent que défendre le multilatéralisme, qui reste encore leur seule garantie, même si celle-ci n'est plus aussi crédible qu'elle l'était auparavant, face aux intentions et aux desseins des grandes puissances, et même face aux conséquences qui ne manqueraient pas de suivre ces confrontations (militaires, économiques, technologiques, cybernétiques ou autres) ainsi qu'à cette nouvelle politique qui s'appuie davantage sur la canonnière que sur le dialogue.

1. Une Méditerranée fragmentée : le nouveau contexte régional

La Méditerranée d'aujourd'hui n'a plus rien de la configuration relativement stabilisée qui prévalait au début des années 2000. Elle est devenue un espace d'interdépendances asymétriques, où se superposent tensions politiques, défis sécuritaires, pressions migratoires et compétitions énergétiques. Pour la Tunisie, située sur la rive sud du bassin central, cette transformation est particulièrement structurante.

La Méditerranée centrale est en effet, un nœud de crise qui :

- Concentre les principales routes migratoires venant d'Afrique subsaharienne et transitant par la Libye et la Tunisie ;
- Subit les conséquences du conflit libyen où se mêlent puissances régionales (Égypte, Turquie, EAU) et extrarégionales (Russie et Etats Unis, Italie, France)
- Représente un corridor stratégique pour l'approvisionnement européen en énergie et pour les échanges commerciaux mondiaux ;
- Se situe au centre du Maghreb dont les pays connaissent divers degrés de tensions politiques internes ou des fragilités structurelles.

Dans ce contexte, les crises se diffusent rapidement : une instabilité en Libye affecte immédiatement les flux migratoires vers la Tunisie et l'Italie ; une escalade sécuritaire au Sahel peut renforcer les trafics passant par la frontière tuniso-libyenne ; une variation des politiques européennes en matière migratoire redéfinit directement les marges de négociation de la Tunisie. À cela s'ajoute la montée en puissance de nouveaux acteurs. La Turquie, très présente en Libye à travers un soutien militaire direct, agit désormais comme puissance méditerranéenne affirmée. La Russie, via la présence du groupe Wagner en Libye centrale et dans le Sahel, constitue un facteur d'incertitude. Les Émirats Arabes Unis poursuivent une stratégie d'influence en Afrique du Nord, notamment via leur soutien à certaines factions libyennes. L'Italie, dont la politique méditerranéenne se renforce depuis 2022³, se positionne en Libye notamment dans le secteur énergétique à travers la société ENI et accorde à la Tunisie une importance stratégique

³ Le Rapport Mattei traduit cette nouvelle orientation de la politique étrangère de l'Italie sur la Présidence de Mme Meloni avec un accent plus prononcé sur la dimension méditerranéenne.

accrue pour sécuriser la Méditerranée centrale, arrêter les flux migratoires et stabiliser les approvisionnements énergétiques. Enfin, la France, l'Allemagne et l'Espagne cherchent à reconfigurer leur approche du sud de la Méditerranée à travers des partenariats plus pragmatiques.

Par ailleurs, et depuis la présidence de Bill Clinton, le monde a entamé une orientation vers l'Asie dont la centralité aux niveaux politique mais surtout économique a introduit une dynamique d'intérêts qui s'est consolidée au fur et à mesure du renforcement de la machine économique de la Chine et de la montée en puissance de nouveaux centres économiques comme le Vietnam, la Thaïlande Singapour et d'une manière générale les pays de l'ASEAN⁴. Cette nouvelle orientation a fait perdre à la Méditerranée quelque peu de sa primauté sans pour autant toucher à sa centralité en ce qui concerne les grandes questions de la communauté internationale. Chaque fois qu'on oublie la Méditerranée, les événements surgissent pour nous rappeler sa centralité et nous

Amener à refocaliser notre attention sur cette région importante mais fragile pour les équilibres internationaux.

Nous constatons toutefois, que la Méditerranée est redevenue une zone de tensions systémiques, tiraillée entre instabilités politiques, recompositions stratégiques, crises économiques et rivalités de puissances. Alors que l'ordre régional était déjà fragilisé au tournant des années 2010, les événements qui ont suivi (révolutions du « printemps arabe », guerre en Libye, agressions Israéliennes contre le Liban, la Syrie, l'Iran et sa guerre génocidaire en Palestine, crises migratoires, retour de la Russie dans les dossiers sécuritaires de la région et comme acteur notamment dans les transactions énergétiques et alimentaires, activisme de la Turquie, montée des nationalismes en Europe, transformation de la politique énergétique, succession de conflits et d'instabilités au Sahel), ont contribué à transformer la Méditerranée en l'une des régions les plus imbriquées et volatiles du monde.

2. La reconfiguration géopolitique mondiale et ses implications pour la Tunisie

La recomposition de l'ordre international s'articule autour du déclin de l'unipolarité américaine, du retour de la compétition entre grandes puissances, et de l'émergence d'acteurs régionaux ambitieux. Pour la Tunisie, cette dynamique offre plus d'options diplomatiques, mais complique la gestion des intérêts divergents de partenaires dont elle dépend économiquement, énergétiquement ou sécuritairement.

Au premier plan, l'affaiblissement de la domination occidentale modifie les termes traditionnels des relations entre la Tunisie et ses partenaires européens et américains. Ces partenaires, absorbés par leurs propres crises internes et préoccupations sécuritaires, notamment la guerre en Ukraine, la gestion des flux migratoires et les enjeux énergétiques, tendent à réduire leur engagement financier et politique. Dans ce contexte, la Tunisie doit composer avec une Europe moins disponible, des États-Unis davantage focalisés sur l'Indopacifique, et une dépendance croissante vis-à-vis des institutions financières internationales.

Simultanément, la Chine renforce sa présence en Afrique et en Méditerranée dans le cadre de sa stratégie globale d'expansion économique. La Tunisie, en tant que pays de taille moyenne et en situation économique fragile, devient un espace potentiel pour l'implantation de projets d'infrastructures, d'investissements logistiques, ou de partenariats technologiques. Ce réalignement qui offre une alternative intéressante devra, néanmoins, être appréhendé avec prudence afin d'éviter qu'il n'engendre une nouvelle dépendance structurelle si les partenariats ne sont pas négociés dans une logique de durabilité et d'équilibre des intérêts.

⁴ L'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) regroupe 10 Etats membres. Créée par l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et les Philippines en 1967, elle a été rejointe par le Brunei (1984), le Vietnam (1995), le Laos et la Birmanie (1997) et enfin le Cambodge (1999).

Sur le plan régional, les tensions persistantes en Libye et entre l'Algérie et le Maroc sur le dossier du Sahara occidental, les incertitudes politiques au Sahel, ainsi que la compétition entre les puissances du Golfe, créent un environnement instable auquel la Tunisie doit s'adapter rapidement. La sécurité frontalière, l'économie informelle transfrontalière, et les menaces terroristes ; certes fortement réduites ; continuent d'exercer une pression sur les ressources tunisiennes, l'amenant à focaliser une grande partie de ses efforts aux dossiers sécuritaires.

Dans ce contexte incertain, la Tunisie occupe une position paradoxale.

État de taille moyenne, sans puissance militaire notable, confrontée à une crise économique structurelle et à des contraintes internes fortes, elle demeure pourtant un partenaire indispensable pour plusieurs acteurs régionaux. Elle se trouve à l'intersection de grands enjeux : la sécurité de la Méditerranée centrale, le dossier migratoire euro-africain, la stabilité du Maghreb, la reconstruction libyenne, les équilibres énergétiques européens et l'impact croissant des crises du Sahel africain et du Moyen-Orient sur les préoccupations sécuritaires du Maghreb. Dans ce foisonnement de crises, de conflits et de difficultés à dimensions multiples, la Tunisie n'est pas simplement un pays riverain de cette Mare Nostrum, elle constitue en fait un point d'articulation entre les dynamiques nord-sud et est-ouest de l'espace méditerranéen contemporain.

Malgré ses fragilités, notamment économiques, la Tunisie conserve une marge diplomatique réelle, essentiellement fondée sur son positionnement géographique, son rôle dans la stabilisation de la Libye, ses réseaux historiques et sa capacité à gérer (avec parfois de grandes difficultés) certains enjeux transversaux comme la migration, la lutte contre les trafics de diverses natures ou l'énergie.

La Tunisie évolue donc dans un environnement où les rapports de force sont instables et où sa capacité à agir dépend d'un savant dosage entre alignement, neutralité et diversification.

Dans une perspective géopolitique, la Tunisie se situe dans une zone d'intersection de trois sphères d'influence :

- 1- L'Europe, puissance économique et partenaire historique ;
- 2- Le monde arabe et musulman, auquel elle appartient culturellement et politiquement ;
- 3- L'Afrique, dont elle partage les enjeux de développement et de sécurité.

Ainsi, il est clair aujourd'hui que pour comprendre la position de la Tunisie dans la Méditerranée contemporaine et analyser l'approche qu'elle adopte pour défendre ses intérêts, redéfinir sa place dans un environnement mouvant, et imaginer les trajectoires possibles pour la prochaine décennie, une lecture multidimensionnelle est impérative: sécuritaire, économique, institutionnelle, géopolitique et sociétale. Toutes ces contraintes et la complexité qu'elles représentent expliquent la stratégie tunisienne fondée sur une diplomatie qui s'emploie à éviter les alignements rigides pour préserver la marge de manœuvre nationale.

En somme, la Tunisie est une puissance médiane dont la diplomatie se nourrit de contraintes géographiques et d'opportunités régionales.

3. La Tunisie, entre diplomatie d'équilibre, recompositions régionales et quête d'autonomie stratégique

Les transformations profondes de l'ordre géopolitique mondial au cours des dernières années

ont placé la Tunisie devant des défis majeurs, mais également devant des opportunités inédites. La transition vers un monde multipolaire, la montée en puissance d'acteurs non occidentaux, la recrudescence des tensions régionales au Maghreb et au Moyen- Orient, ainsi que les crises économiques et énergétiques globales, exercent une influence directe sur la politique extérieure tunisienne et sur la manière dont le pays peut défendre ses intérêts stratégiques.

Pays du carrefour méditerranéen, la Tunisie se trouve dans une position où les changements internationaux se répercutent rapidement sur sa situation politique, économique et sécuritaire. Située en effet au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du monde arabe, la Tunisie occupe depuis toujours une place stratégique dans les équilibres géopolitiques méditerranéens. Elle constitue en fait un espace de transition, à la fois continental et maritime, entre les sphères latines, africaine et orientale. Cette position explique pourquoi, depuis l'Antiquité, le territoire tunisien a été au centre d'enjeux politiques, militaires et commerciaux majeurs.

Aussi, et malgré des moyens économiques, militaires et démographiques modestes, la Tunisie se distingue comme un acteur stratégique en Méditerranée. Dans un contexte géopolitique en mutation, Tunis met en œuvre une diplomatie d'adaptation et de diversification. Cette posture est conçue pour maximiser son influence tout en préservant son autonomie, dans un environnement où les grandes puissances redéfinissent leurs priorités.

3.1. Fondements historiques et géopolitiques de la politique étrangère tunisienne

(a) Les héritages historiques

La diplomatie tunisienne contemporaine trouve ses racines dans un long passé de relations extérieures. Sous la Régence de Tunis, entre le XVI^e et le XIX^e siècle, le Bey a su maintenir un équilibre délicat entre la suzeraineté ottomane et les puissances européennes. Les interactions avec les puissances européennes et les relations établies avec la jeune république américaine (Traité d'amitié et de commerce, signé le 28 août 1797), notamment sur le plan commercial témoignaient déjà d'une présence diplomatique précoce.

L'expérience coloniale (1881-1956) a ensuite profondément transformé la perception tunisienne des relations internationales. Le protectorat français a introduit une dépendance économique et politique qui allait marquer durablement la politique étrangère postindépendance.

(b) Orientations pragmatiques et continuité

Depuis son indépendance en 1956, la Tunisie suit une politique étrangère fondée sur la modération, la neutralité active et le dialogue. Habib Bourguiba, père fondateur de la République, voyait dans la diplomatie tunisienne un instrument de modernisation nationale et de reconnaissance internationale. Bourguiba inscrit la Tunisie dans le mouvement des non-alignés, tout en affirmant une orientation pro- occidentale. Il soutient l'idée d'une diplomatie rationnelle et mesurée, privilégiant le développement, la stabilité et la paix.

La diplomatie tunisienne s'est progressivement structurée autour d'un triple objectif :

- Préserver la souveraineté nationale,
- Maintenir un équilibre entre ses cercles d'appartenance géographiques et culturels
- Favoriser son développement économique par la coopération

internationale.

Aujourd'hui encore, malgré les mutations régionales post-2011 et les crises successives (instabilité libyenne, pressions migratoires, tensions énergétiques), la Tunisie conserve cette tradition d'équilibre diplomatique, oscillant entre le monde arabe, l'Europe et l'Afrique et manifestant son caractère d'ouverture, de tolérance, de réalisme et de pragmatisme.

Ainsi et malgré ses contraintes internes, la Tunisie possède plusieurs atouts qui lui permettent de demeurer un acteur pertinent :

- Une **position géographique clé**, elle constitue une ouverture naturelle de l'Afrique vers l'Europe, située à la croisée des routes maritimes et au cœur d'un triangle stratégique formé par l'Italie, l'Algérie et la Libye.
- Un **capital diplomatique historique** forgé dès les premières années de l'indépendance avec une image de pays modéré, à cheval entre monde arabe, espace méditerranéen et Afrique.
- Un **rôle unique dans la stabilisation de la Libye**. Elle est l'un des rares pays à jouir d'un degré élevé de crédibilité au niveau politique mais aussi au sein de la population et qui peut, de ce fait, servir de plateforme de dialogue ou de médiation. Sa frontière terrestre, connaît certes des périodes de tensions sécuritaires mais demeure néanmoins relativement bien sécurisée. Ces atouts donnent à la Tunisie une capacité d'influence supérieure à son poids matériel réel. Si la Tunisie ne peut pas imposer des orientations régionales, elle peut néanmoins peser dans les décisions notamment dans le cadre du mécanisme tripartite, Tunisie-Algérie-Egypte, éviter certaines dynamiques négatives ou négocier des appuis essentiels à la stabilité régionale.

(c) La diplomatie tunisienne post-révolutionnaire

La révolution tunisienne de 2011 a marqué un tournant décisif, non seulement pour la politique intérieure, mais aussi pour les orientations extérieures du pays. En renversant le régime de Zine El Abidine Ben Ali, la Tunisie est devenue le laboratoire de la transition démocratique dans le monde arabe. Ce bouleversement a profondément influencé sa diplomatie, tant dans son discours que dans ses priorités.

Dans la période postrévolutionnaire, la diplomatie tunisienne a dû répondre à un double impératif :

- **Préserver la stabilité interne et sécuritaire**, dans un contexte régional volatil (Libye, terrorisme au Sahel, instabilité économique),
- **Consolider la crédibilité internationale** d'un régime démocratique naissant, fragilisé par les crises politiques successives.

La transition démocratique, bien que saluée à l'international, a temporairement affaibli la capacité de projection diplomatique de la Tunisie. Les priorités se sont recentrées sur la gestion des urgences économiques et sociales, laissant moins de place à la politique étrangère stratégique.

Pourtant, cette période a aussi ouvert des opportunités inédites : la Tunisie a pu revendiquer une voix nouvelle, fondée sur la légitimité démocratique et la recherche du consensus, position qui lui a valu de nombreuses acclamations internationales.

Le rôle de la société civile, incarné par le Dialogue national de 2013 (couronné par le Prix Nobel de la Paix en 2015), a aussi projeté une image positive de la Tunisie sur la scène internationale. Le pays s'est ainsi imposé comme modèle de modération et de dialogue, contrastant avec les trajectoires violentes observées ailleurs dans d'autres pays arabes ayant connu les mêmes changements de régime.

Cependant, cette image a été quelque peu touchée suite au changement du 25 Juillet 2021. Plusieurs partenaires occidentaux y ont vu un recul démocratique et demandé un retour à « l'ordre constitutionnel ». Tout au long de cette situation et les tensions qu'elle a engendrées, la Tunisie s'est fortement accrochée au principe de souveraineté nationale et affirmé la primauté que ce principe occupe par rapport aux programmes de coopération notamment financière avec ses partenaires. Cette tension entre le principe fondamental de la souveraineté nationale en tant que reflet de l'indépendance du pays dans ses choix et ses orientations d'un côté, et de l'autre, les contraintes liées aux modalités de la coopération internationale et les attentes des partenaires de la Tunisie en termes de démarche et de réformes, illustre la complexité de la diplomatie tunisienne au cours des dernières années.

(d) Partenariats et coopération multisectorielle

○ L'espace euro-méditerranéen : un partenariat structurant

Depuis 1956, l'Europe représente le pilier central des relations extérieures tunisiennes. Les liens historiques, linguistiques et économiques avec la France, l'Italie et plus largement l'Union européenne (UE) confèrent à cet espace un rôle déterminant. La Tunisie a été le premier pays du sud de la Méditerranée à signer un accord d'association avec l'UE (1995), marquant une étape majeure dans sa politique d'intégration économique. Cet accord, mis en œuvre en 1998, visait la création d'une zone de libre-échange, mais aussi le rapprochement réglementaire et institutionnel.

Sur le plan économique, l'Union européenne absorbe près de 70% des exportations tunisiennes (textile, composants automobiles, produits agricoles). Sur le plan politique, la Tunisie participe aux initiatives euro-méditerranéennes, notamment le Processus de Barcelone (1995) et l'Union pour la Méditerranée (2008).

Toutefois, ce partenariat renforcé est, néanmoins, asymétrique. La dépendance commerciale de la Tunisie vis-à-vis du marché européen limite sa marge de négociation. La complexité des relations de la Tunisie avec l'Europe et les fortes interdépendances entraînent des attentes des deux côtés, parfois difficiles à atteindre. Si l'Europe reste un bailleur de fonds important pour la Tunisie à travers ses divers mécanismes et programmes, les conditionnalités imposées par Bruxelles pour en bénéficier et qui portent notamment sur des réformes économiques et de gouvernance et plus récemment sur le sujet de la migration, sont souvent perçues comme des atteintes à la souveraineté tunisienne et bien en-deçà des attentes de Tunis⁵.

○ Les relations avec les puissances mondiales

Les États-Unis entretiennent avec la Tunisie une coopération ancienne. Tunis était le deuxième pays à reconnaître la nouvelle république indépendante des États-Unis d'Amérique et Washington a été la première puissance à reconnaître la Tunisie indépendante. Washington considère Tunis comme un partenaire stable en Afrique du Nord et un élément important pour la sécurité en Méditerranée et pour la stratégie américaine de lutte contre le terrorisme. Depuis 2015, la Tunisie bénéficie du statut d'Allié majeur non-membre de l'OTAN, ce qui lui permet

⁵ En Octobre 2023, La Tunisie refusé une enveloppe de 60 millions d'Euros allouée par Bruxelles dans le cadre du dossier du contrôle de la migration. Tunis a considéré cette dotation en-deçà des engagements européens sur ce sujet.

de renforcer sa coopération sécuritaire et militaire.

L'activité de plus en plus prononcée de la Russie et de la Chine en Afrique du Nord a accru davantage l'importance de la Tunisie et sa position stratégique et amené Washington à renforcer sa coopération avec Tunis par la multiplication des exercices militaires conjoints et les visites périodiques du chef du Commandement Américain pour l'Afrique (US-Africom). Si la coopération économique s'est sensiblement réduite depuis l'arrivée du Président Trump à la Maison Blanche en raison des coupes sombres opérées dans les budgets du Département d'Etat, le démantèlement de l'agence USAID et le reversement de grands budgets vers les programmes de défense et d'aide à l'Ukraine dans sa guerre avec la Russie, la place de la Tunisie dans la stratégie américaine demeure importante et le restera tant que dureront les tensions entre les puissances américaine, chinoise et russe.

Parallèlement, la Tunisie a développé une coopération croissante avec **la Chine**. Pékin finance plusieurs projets d'infrastructures (ponts, hôpitaux) dans le cadre de l'initiative des Nouvelles Routes de la soie.

Les relations Tunisie-Chine sont de plus en plus pragmatiques, diversifiées et stratégiques. Elles couvrent des domaines qui vont bien au-delà du commerce classique : industrie, infrastructures, énergie renouvelable, science, éducation et culture.

Alors que le commerce bilatéral atteint près de 9,2 milliards de dinars en 2024, la balance commerciale reste largement en faveur de la Chine en raison du volume très réduit des exportations tunisiennes vers ce pays. Toutefois, de nombreux nouveaux secteurs sont ajoutés aux portefeuilles de la coopération bilatérale notamment scientifiques et technologiques et il existe encore un potentiel significatif pour renforcer les exportations tunisiennes vers le géant asiatique et réduire progressivement le déficit commercial.

La consolidation de cette coopération, avec une stratégie tunisienne bien ciblée, peut contribuer à :

- Attirer davantage d'investissements directs étrangers,
- Renforcer l'intégration industrielle tunisienne dans les chaînes globales,
- Accroître les opportunités pour les entreprises tunisiennes,
- Développer des projets de haute technologie et d'infrastructures durables.

La Russie, de son côté, multiplie les échanges économiques et culturels, notamment dans le secteur énergétique⁶.

⁶ En 2019, la coopération tuniso-russe dans le domaine de l'espace a commencé par la signature d'un contrat de lancement du premier satellite tunisien « Challenge ONE » par la fusée russe « Soyuz-2 ». Le lancement a été effectué le 22 Mars 2021.

Les relations Tunisie-Russie remontent elles aussi aux premières années de l'indépendance de la Tunisie. Même si le Président Bourguiba a clairement opté pour le camp occidental, il a veillé à maintenir avec Moscou, des rapports cordiaux et des filières de coopération notamment dans les domaines scientifiques et l'infrastructure. Cet équilibre stratégique a permis à la Tunisie de promouvoir sa coopération et préserver ses intérêts sans entrer dans les crises ou le conflit de la guerre froide.

Aujourd'hui, les relations Tuniso-Russes donnent des signes de renforcement avec la poursuite régulière du dialogue politique et une coopération économique croissante. Alors que les échanges commerciaux ont atteint 650 millions de dollars en 2019, avec des hausses significatives dans l'agriculture et l'énergie, les perspectives incluent des accords commerciaux élargis, plus d'investissements et une coopération scientifique diversifiée. Cette orientation s'est confirmée par les visites du Ministre Russe des Affaires Etrangères, Sergueï Lavrov, les 25 et 26 Janvier 2019 et les 20-21 Décembre 2023. Cette visite a été interprétée, notamment dans les capitales occidentales comme un signal de diversification des partenariats internationaux de la Tunisie et une affirmation de la volonté de la Tunisie de ne pas s'aligner exclusivement sur les partenaires occidentaux dans un contexte de tensions avec l'UE et le FMI.

Ces brèves notes sur les multiples facettes de la diplomatie Tunisienne, illustrent, de manière schématique et grandement simplifiée, son approche qui s'inscrit donc dans une logique multipolaire, cherchant à équilibrer ses relations avec les puissances mondiales tout en évitant les dépendances excessives. Cette diversification des alliances reflète la volonté du pays de s'adapter aux recompositions géostratégiques contemporaines.

4. Pour une Diplomatie du Futur : Multi-alignement, Sud Global et Savoir comme Piliers de la Stratégie Tunisienne

Comme on l'a vu tout au long de ce document, Le monde traverse une période d'incertitude et de recomposition profonde. Les anciennes lignes de fracture s'estompent, tandis que de nouvelles alliances, de nouvelles rivalités et de nouveaux centres de pouvoir émergent. Dans ce contexte mouvant, où les contours du futur ordre mondial restent encore imprécis, la Tunisie se trouve confrontée à un choix stratégique majeur : subir ces transformations ou y participer activement. Pour peser sur cette transition et assurer ses intérêts, elle doit adopter une diplomatie moderne fondée sur le multi-alignement, renforcer son ancrage dans le Sud Global et orienter son modèle de développement vers les technologies innovantes, notamment le spatial et l'intelligence artificielle.

4.1. Un monde en mutation : la nécessité du multi-alignement

La recomposition géopolitique actuelle se caractérise par la fin d'un système dominé par un seul bloc de puissance. Aujourd'hui, les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Union européenne et diverses puissances régionales et d'autres blocs régionaux (ASEAN) ou internationaux (BRICS) s'imposent comme des acteurs incontournables. Cette pluralité de pôles de puissance ouvre un espace diplomatique inédit aux pays intermédiaires comme la Tunisie, qui peuvent désormais diversifier leurs partenariats et accroître leur marge de manœuvre.

C'est précisément dans ce contexte que le multi-alignement s'impose comme la stratégie la plus pragmatique et la plus adaptée à la Tunisie. Cette approche ne consiste ni à s'aligner idéologiquement ni à se cantonner à une neutralité passive, mais à coopérer de manière différenciée avec plusieurs acteurs, selon les intérêts concrets du pays. En renonçant aux rigidités idéologiques et aux politiques restrictives du passé, la Tunisie peut développer des relations flexibles, dynamiques et tournées vers la recherche de bénéfices mutuels.

Le multi-alignement permet aussi d'éviter la dépendance excessive à un seul partenaire,

notamment dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, la sécurité alimentaire ou les technologies numériques. Plus un pays dispose d'options, plus sa capacité de négociation est forte. Dans un monde de plus en plus marqué par les rivalités technologiques et économiques, cette agilité devient essentielle.

4.2 S'engager pleinement dans le Sud Global : un impératif stratégique

L'émergence du Sud Global comme acteur géopolitique et géoéconomique de premier plan représente une opportunité majeure pour la Tunisie. Les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient pèsent désormais davantage dans les débats mondiaux : réformes du système financier international, sécurité alimentaire, transition énergétique, changement climatique, transferts technologiques.

S'inscrire plus activement dans ce mouvement permettrait à la Tunisie de défendre ses intérêts dans un cadre collectif plus puissant que lorsqu'elle agit isolément. Les alliances telles que le BRICS+, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ou encore l'Union africaine offrent des plateformes de négociation, d'influence et de coopération dont il serait stratégique de tirer parti.

La Tunisie peut également se positionner comme un pont naturel entre l'Afrique, le monde arabe et l'Europe. Sa position géostratégique, ses compétences humaines et son image d'ouverture peuvent en faire un hub de dialogue, de commerce et de coopération technologique. Une telle posture renforcerait son attractivité auprès des investisseurs et lui permettrait de peser davantage dans les grandes décisions liées au futur ordre mondial à travers son appartenance au sud global et son positionnement avancé sur certains domaines importants, comme la technologie et la recherche scientifique.

5. Miser sur le savoir, les technologies innovantes et les secteurs d'avenir

Toute stratégie diplomatique solide doit reposer sur un modèle de développement cohérent mis en place sur le plan national. Dans un contexte de compétition mondiale croissante, la Tunisie doit s'appuyer sur son principal atout : son capital humain. Le pays dispose d'un vivier important d'ingénieurs, de chercheurs et de jeunes entrepreneurs, particulièrement dans les domaines du numérique, de la cybersécurité, de la robotique ou des technologies de l'information.

Pour tirer pleinement parti de ce potentiel, l'économie tunisienne doit s'orienter vers les secteurs à haute valeur ajoutée. Dans un monde où l'innovation technologique redessine les équilibres économiques, la Tunisie ne peut plus se contenter des modèles traditionnels fondés sur l'assemblage, les industries à faible valeur ajoutée ou les services standardisés. Pour assurer sa compétitivité et renforcer sa souveraineté économique, elle doit opérer une transition stratégique vers un modèle fondé sur la **connaissance**, la **technologie** et les **services high-tech**, avec une place centrale accordée à l'intelligence artificielle. Les industries traditionnelles, soumises à une forte concurrence internationale, ne suffisent plus à assurer une croissance durable. À l'inverse, les secteurs du futur (intelligence artificielle, technologies spatiales, data science, biotechnologies) permettent de créer des emplois qualifiés, d'augmenter la productivité et d'attirer des investissements internationaux ciblés.

5.1. Le Spatial

Alors que le monde entre dans l'ère du « New Space », les technologies spatiales, par exemple, ne sont plus l'apanage des grandes puissances : elles sont devenues des instruments indispensables pour l'agriculture, la gestion des ressources en eau, la sécurité, la prévention des risques, et même le développement industriel. Les technologies se miniaturisent, les coûts chutent, le secteur privé s'affirme et de nouveaux besoins émergent dans l'agriculture, la gestion de l'eau, la sécurité, le climat ou les télécommunications.

En développant ces compétences, la Tunisie pourrait occuper une place centrale dans des initiatives africaines et euro-méditerranéennes liées à l'observation de la Terre, aux satellites ou aux applications géospatiales. Elle possède un potentiel unique pour devenir, d'ici quelques années, un pôle spatial majeur en Afrique. Cette orientation passe en priorité par la création d'une Agence Spatiale Tunisienne et l'adoption d'une stratégie nationale spatiale.

5.2. L'intelligence artificielle (IA)

De même, l'intelligence artificielle n'est pas seulement une remise à niveau technologique : c'est un vecteur de souveraineté. Un pays qui maîtrise l'IA participe aux discussions mondiales sur son encadrement éthique, son usage dans la sécurité, la gouvernance des données ou la transformation économique.

L'accélération technologique mondiale place l'intelligence artificielle au cœur de la compétitivité économique, de la souveraineté numérique et de la transformation sociale. La taille du marché mondial de l'IA génératrice a été évaluée à 21,3 milliards de dollars en 2024 et devrait augmenter de 24,3% entre 2025 et 2034 (source : geminsights.com).

L'IA n'est pas seulement un secteur technologique : c'est un levier de croissance, de compétitivité internationale, de création d'emplois qualifiés, et un outil de souveraineté numérique. La transition vers un modèle économique basé sur la connaissance, la technologie et l'intelligence artificielle n'est pas seulement une vision : c'est une nécessité nationale. La Tunisie possède les ressources humaines, académiques et stratégiques pour réussir ce virage.

En lançant rapidement des actions structurantes (zones technologiques, incubateurs nationaux, stratégie nationale spatiale, attractivité pour les multinationales et digitalisation de l'administration) le pays peut créer un écosystème durable capable de générer de la croissance, de retenir ses talents et de s'imposer comme un acteur régional important dans les technologies du futur.

L'économie du savoir n'est pas une alternative parmi d'autres : c'est le chemin incontournable pour assurer la souveraineté technologique de la Tunisie. En renforçant ses capacités dans ce domaine, la Tunisie pourrait donner une nouvelle portée à sa diplomatie en devenant un interlocuteur actif sur des sujets de pointe.

Face aux mutations accélérées de l'ordre mondial, la Tunisie doit adopter une posture diplomatique ambitieuse et proactive. S'appuyer sur le multi-alignement, s'engager pleinement avec le Sud Global et investir massivement dans les technologies du futur sont trois piliers complémentaires d'une stratégie cohérente.

En combinant agilité diplomatique, alliances intelligentes et investissement dans le savoir, la Tunisie peut non seulement défendre ses intérêts, mais aussi devenir un acteur influent dans les discussions qui façonneront le monde de demain.

I A C E

IACE FOR A BETTER THINKING ...